L'ASSEMBLÉE EXÉCUTIVE DU CME CLÔT SES TRAVAUX AUJOURD'HUI

En quête d'une dynamique énergétique autre

L'assemblée exécutive du Conseil mondial de l'énergie (CME) clôt aujourd'hui, en fin d'après-midi, ses travaux au Centre des conventions d'Oran (CCO) Mohamed-Benahmed. Organisés sous l'égide du Comité algérien de l'énergie, membre du CME, et présidés par le P-dg du Groupe Sonelgaz, Noureddine Boutarfa, ces travaux, qui réunissent des experts énergéticiens de plusieurs régions du monde, des institutionnels et des opérateurs nationaux, des chercheurs et des universitaires, ont débuté le lundi 21 novembre.

Ils se sont poursuivis par la tenue, le lendemain mardi 22 novembre, de la Journée algérienne de l'énergie, durant laquelle les potentialités et la politique énergétique algériennes ont été présentées, et par des travaux en ateliers à huis clos les deux jours suivants. Au menu de cette assemblée exécutive, la quête d'une dynamique énergétique autre, basée sur davantage de résilience, de flexibilité et de vision durable.

Ou comment répondre à la demande énergétique mondiale croissante de 40 à 50%, en prévision des vingt prochaines années, selon les enjeux de l'amélioration de la disponibilité, l'accessibilité, l'acceptabilité et la responsabilité, définis par le CME.

Comme il s'agissait également de préparer le prochain congrès mondial de l'énergie, prévu en Corée du Sud en 2013 et qui sera précédé, en 2012, notamment par une conférence internationale qu'abritera la Turquie. Rappelons que le CME, fondé en 2003, est une organisation multi-énergie d'envergure mondiale, couvrant tous les types d'énergie (charbon, pétrole, gaz naturel, le nucléaire, l'hydroélectricité et les énergies renouvelables).

Régi par une assemblée exécutive et un conseil d'administration, le CME regroupe 3 000 organisations, 94 pays, chacun étant doté de son propre comité membre interne qui représente les intérêts les plus larges dans toute la chaîne énergétique. Voué à la promotion de l'approvisionnement et l'utilisation durable de l'énergie pour le plus grand bénéfice de tous, le CME entend, selon son président actuel, le docteur en économie et président honoraire d'Electricité de France (EDF), Pierre Gadonneix, «promouvoir le dialogue» entre tous les acteurs énergétiques et notamment les producteurs et les consommateurs.

C. B.

Quelques données sur la situation énergétique mondiale :

- Près de deux milliards d'êtres humains n'ont pas accès à des formes d'énergie.
- 80% de l'énergie mondiale repose sur le énergies primaires dont la production doublera d'ici 2050 et dont les coût croissent.
- La consommation d'énergie va doubler d'ici 2050, voire à 90% dans les pays émergents.
- L'énergie est à l'origine de 80% des émissions de dioxyde de carbone et de 35% de celle de méthane.

PIERRE GADONNEIX, PRÉSIDENT DU CONSEIL MONDIAL DE L'ÉNERGIE :

«Une politique énergétique s'engage sur le long terme»

Une politique énergétique s'engage sur le long terme mais tient aussi compte du court terme, selon le président du Conseil mondial de l'énergie (CME), Pierre Gadonneix, qui estime que l'Algérie peut compter sur ses ressources fossiles, le pétrole et le gaz, et a l'ambition de développer le solaire dans des conditions permettant de réduire les coûts.

***Le Soir d'Algérie* : Les travaux de l'assemblée exécutive du Conseil mondial de l'énergie se déroulent à Oran. Dans quelles perspectives ?**

Pierre Gadonneix : 2010 et 2011 ont été des années très fertiles en événements, en bouleversements. Il y a des préoccupations, dans le contexte notamment des catastrophes, l'explosion dans le golfe du Mexique ou la destruction de la centrale de Fukushima. Mais aussi des événements qui ont changé les perspectives énergétiques, le développement de nouvelles technologies et ressources hydrocarbures, en Amérique du Nord notamment, permettant de réévaluer ces ressources. Sans omettre les événements, sous le générique du Printemps arabe, et leurs effets sur le prix du pétrole. Et cela dans le contexte où des décisions de long terme doivent être prises, dans le domaine énergétique, tout en tenant compte de ces incertitudes, du court terme, des défis. Même si l'équation paraît difficile, justement, la politique énergétique algérienne est à l'ordre du jour des travaux de l'assemblée exécutive.

Quelle appréciation en faites-vous ?

Toute politique énergétique doit prendre en compte les préoccupations liées à la croissance et la satisfaction du bien-être des peuples, la préservation de l'environnement et l'accès à l'énergie à des prix accessibles, les plus bas… Ce n'est pas facile. Il faut veiller à ce que les décisions qui sont prises soient notamment compensées par un système de régulation. Les politiques énergétiques sont diverses. Dans le cas (le vôtre), l'Algérie peut compter sur ses ressources fossiles, le pétrole et le gaz, et a l'ambition de développer le solaire.

Le développement des ENR ne risque-t-il pas d'être bridé par la contrainte de l'acquisition des technologies ?

Développer les énergies nouvelles et renouvelables est une politique sur le long terme, au bénéfice du consommateur. Qui tient compte du coût, se déroule par étapes. Il faudra identifier les filières les plus compétitives, se donner le temps de les évaluer. Et d'autant que si on doit acheter des technologies, il faudra prendre en compte les prélèvements sur les ressources qu'elles induisent. Soit, s'assurer les technologies les plus maturées, œuvrer à évaluer les coûts… L'Algérie dispose de ressources, d'une puissance d'ensoleillement importante, de l'espace. Des conditions qui permettront à ce que les coûts diminuent.

Mais la politique énergétique, algérienne s'entend, évolue sans cesse, subit plusieurs aléas et changements… ?

Une politique énergétique est par essence stable, engagée sur le long terme mais s'adresse au court terme aussi. Prenez le gaz naturel. Cet hydrocarbure connaît une véritable renaissance, d'autant que le gaz naturel permet de répondre à des préoccupations, des besoins que les énergies nouvelles ne sont pas en mesure, pour le moment, de satisfaire. C'est également le cas pour le nucléaire. Comme l'on trouve de nouvelles ressources gazières, telles les gaz de schiste, les tight gas, et qui offrent de nouvelles opportunités.

Est-il possible de concilier les intérêts divergents en matière de production et consommation d'énergie ?

Je reprends la phrase du président du Comité algérien de l'énergie et P-dg de Sonelgaz, Noureddine Boutarfa : on est tous sur la même planète, les consommateurs et les producteurs. Il y a des objectifs communs. Il faut développer le dialogue, sur des bases contractuelles. Arriver à concilier entre tous. Le CME se veut justement l'espace de promouvoir le dialogue, depuis son lancement en 2023.

Propos recueillis par Chérif Bennaceur

ABBAS NAQI, VICE-PRÉSIDENT POUR LES ÉTATS DU GOLFE ET LE MOYEN-ORIENT :

«Le projet d'interconnexion électrique interarabe se poursuit»

Le projet d'interconnexion des réseaux électriques dans le monde arabe se poursuit activement, selon le représentant des Etats du Golfe et le Moyen-Orient aux travaux de l'assemblée exécutive du Conseil mondial de l'énergie. Hier, au Centre des conventions d'Oran, Abbas Naqi a indiqué que les processus d'interconnexion électrique se développent au niveau régional, au Maghreb, au Moyen-Orient. Selon ce responsable énergétique, un tel projet permettra d'assurer une complète accessibilité de l'énergie électrique, même subventionnée dans certains pays, à tous les consommateurs. Et d'autant, relève cet expert et opérateur, que tous les pays arabes œuvrent à assurer l'accessibilité de l'énergie à tous, à des coûts raisonnables, à développer toutes les sources d'énergie, tant conventionnelles qu'alternatives, à des niveaux différents certes. Voire, l'investissement dans le domaine énergétique est possible, dira Abbas Naqi, dans la mesure des capacités productives.

C. B.

EN PERSPECTIVE D'ÉLECTIONS INÉDITES DANS LE SECTEUR

Les syndicats de l'éducation affûtent leurs armes

Le temps n'est plus à la polémique dans le secteur de l'éducation. L'épisode de la gestion des œuvres sociales est en train de connaître son épilogue. La campagne de sensibilisation en vue d'élections inédites dans le secteur bat son plein. Objectif : mobiliser le personnel de l'éducation pour faire de cette consultation une réussite.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le consensus fragile auquel sont finalement arrivés syndicats autonomes et tutelle autour de la gestion des œuvres sociales est à l'épreuve du terrain. Les syndicats autonomes ayant milité des années durant afin que la mainmise de la Centrale syndicale ne soit plus qu'un souvenir, se mobilisent aujourd'hui afin que la consultation de la base se fasse dans les meilleures conditions. Le Cnapest a donné le ton. Il n'hésite pas à parler de tournant important dans le secteur. La formation syndicale de Nouar Larbi appelle le personnel de l'éducation à se mobiliser et à élire ses représentants sans distinction du corps auquel ils appartiennent. «Peu importe qu'il soit enseignant, directeur, ou adjoint de l'éducation, pour peu qu'il soit de bonne moralité», note le syndicat autonome dans un communiqué dans lequel il rappelle à ses cadres syndicaux qu'il leur était interdit de se présenter à ces élections.

Le Cnapest, tout comme d'autres syndicats autonomes, ne veut pas être associé à la gestion directe des œuvres sociales, estimant que son rôle se limitera à une surveillances du travail des commissions qui seront élues par la base. Une attitude adoptée également par l'Unpef. Il a «institué le principe d'interdiction de participer aux élections des commissions de gestion des œuvres sociales pour tous ses cadres, membres de bureaux de wilaya, de bureaux régionaux et du bureau national. L'Unpef se démarquera de toute responsabilité des fautes, conséquence d'une mauvaise gestion».

L'Unpef a tenu à «rassurer l'ensemble des travailleurs de l'éducation affiliés ou pas à notre syndicat, que nous sommes déterminés à faire aboutir notre projet, celui de garantir pour tous les travailleurs le droit de vote et le droit de se présenter, celui de choisir ses représentants en toute liberté».

Dans un message adressé aux travailleurs de l'éducation, l'Unpef les a assuré qu'il «veillera à ce que le vote se déroule dans un climat de transparence et de démocratie dans tous les établissements scolaires. L'Unpef croit en ce qu'elle fait et en vous travailleurs de l'éducation, de faire valoir vos droits et de choisir des personnes intègres sur lesquelles vous placeriez votre confiance. Le rôle de l'Unpef se limitera à surveiller les élections dans toutes leurs étapes». Le Snapest, qui avait également participé au processus de négociations autour de la gestion des œuvres sociales, estime que les syndicats n'ont pas vocation à gérer la manne que constituent les œuvres sociales.

N. I.